

De fausses promesses



Des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme ont multiplié leurs critiques au président des États-Unis, Joe Biden, car presque sept mois après son accession au fauteuil présidentiel il n'a tenu sa promesse d'inverser les politiques migratoires de son prédécesseur, Donald Trump.

Il y a quelques jours, les vols pour déporter par voie rapide des adultes et des familles complètes ont repris, beaucoup d'entre elles, originaires du Triangle Nord Centraméricain, c'est-à-dire, du Guatemala, du Honduras et du Salvador.

Pour réactiver cette mesure, l'administration Biden a avancé la justification selon laquelle pendant le mois de juillet l'arrivée des migrants irréguliers à la frontière mexicaine a connu une augmentation sans précédents.

Selon des données partielles révélées par David Shahoulian, sous-secrétaire des politiques frontalières et d'immigration dans le Département de Sécurité Nationale, au cours de cette période plus de 19 mille enfants sans accompagnement d'adultes ont été interceptés, un chiffre qui a dépassé les 15 mille 200 détenus au mois de juin.

Le nombre d'individus qui voyageaient en groupes de familles a été de 80 mille, presque 25 mille de plus que le mois précédent, ce qui s'avère insolite car le mois de juillet est le plus chaud et très dangereux pour ceux qui tentent de traverser le désert.

Comme réponse, l'administration Biden a recommencé les rapatriements rapides, à l'exception des mineurs non accompagnés, qui sont envoyés aux centres de détention sans aucune garantie qu'on ouvre des dossiers d'asile.

L'exécutif fédéral se cache derrière une résolution émise par les Centres de contrôle et prévention de maladies, connue sous le nom de Titre 42, découlant d'une loi de 1944, où l'on peut lire que la migration irrégulière peut provoquer la transmission de maladies parmi la population états-unienne.

En dépit des pressions de certains groupes, le Département de Sécurité Nationale a annoncé qu'il va continuer à appliquer cette résolution.

Lundi dernier l'Union Américaine des Libertés Civiles, ACLU de par son sigle en anglais, a déclaré qu'elle arrêtera le dialogue et la coopération avec les autorités migratoires pour saisir les tribunaux de ses exigences.

Par ailleurs, le Centre d'Études sur le Genre et les Réfugiés a exprimé sa déception vis-à-vis du gouvernement de Biden, qui a abandonné sa promesse d'un traitement juste et humain pour les familles qui cherchent de la sécurité.

Derrière ce thème et d'autres encore, se cache la crainte du nouveau chef de la Maison Blanche de gêner les législateurs républicains, ainsi que certains démocrates, qui pourraient freiner ses projets, tels que la loi d'Infrastructure, avec laquelle il espère relancer sa cote de popularité faiblissante.

Ceux qui ont voté pour un politicien qui a promis d'effacer la mauvaise gestion de son prédécesseur, connaissent à présent sa véritable façon de penser.



Radio Habana Cuba